



**PRÉFET  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse  
Division de Nancy  
11 rue de l'Île de Corse  
54022 Nancy Cedex

Nancy, le 23/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **BC GRANULATS**

66 rue du Béarn  
Zone Industrielle  
54400 Cosnes-Et-Romain

Références : 2026\_0227  
Code AIOT : 0003012271

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/02/2026 dans l'établissement BC GRANULATS implanté Lieu-dit Bois de la taille 54870 Cons-la-Grandville. L'inspection a été annoncée le 06/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Ce contrôle entre dans le cadre du suivi des actions de l'inspection. La société BC Granulats avait été mise en demeure par la Préfecture de la Meurthe et Moselle de transmettre son attestation de renouvellement des garanties financières de sa carrière. Cette inspection avait pour but principal de vérifier le retour à la conformité de l'exploitant sur ce point.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BC GRANULATS
- Lieu-dit Bois de la taille 54870 Cons-la-Grandville
- Code AIOT : 0003012271
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BC GRANULATS est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2018-0520 du 27 juillet 2020 à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires et une installation de criblage-concassage de produits minéraux sur le territoire de la commune de Cons-la-Grandville au lieu-dit « Bois de la Taille » .

#### Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 27/07/2020, article 2.3.6	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Affichage	Arrêté Préfectoral du 27/07/2020, article 2.2.1	Sans objet
2	Bornage	Arrêté Préfectoral du 27/07/2020, article 2.2.2	Sans objet
4	Extraction	Arrêté Préfectoral du 27/07/2020, article 2.4.1	Sans objet
5	Dossier ICPE	Arrêté Préfectoral du 27/07/2020, article 2.7.1	Sans objet
6	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 27/07/2020, article 4.1.1	Sans objet
7	Traçabilité des apports de déchets et matériaux inertes extérieurs	Arrêté Préfectoral du 27/07/2020, article 11.1.3.4	Sans objet
8	Garanties financières	AP de Mise en Demeure du 18/06/2025, article 2	Levée de mise en demeure

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

BC Granulats a bien procédé à l'actualisation et renouvellement de ses garanties financières. Parmi les autres points de contrôle, il a été noté que le plan topographique du site n'a pas été mis à jour mais surtout que l'altimétrie relevé est fausse. Il semble y avoir un décalage constant entre l'altitude réelle et celle mesurée. L'exploitant doit apporter une explication au décalage d'altimétrie constaté sur le plan de septembre 2024, ce qui lui permettra de pouvoir procéder à la mise à jour de ce plan.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Affichage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2020, article 2.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Affichage
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu de mettre en place à leurs frais sur la voie d'accès au chantier, un panneau indiquant en caractères apparents : <ul style="list-style-type: none"> <li>leur identité (raison sociale et adresse),</li> <li>la référence de l'arrêté préfectoral d'autorisation,</li> <li>l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté,</li> <li>les horaires d'ouverture,</li> <li>la mention "interdiction d'accès à toute personne non autorisée".</li> </ul>
<b>Constats :</b>  Le jour du contrôle, l'inspection a pu constater un panneau d'affichage reprenant l'ensemble des indications précisées ci-dessus. Ce panneau est installé au niveau de la barrière empêchant l'entrée sur site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Bornage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2020, article 2.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bornage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Préalablement à la mise en exploitation de la carrière, l'exploitant procède au bornage du périmètre autorisé défini à l'article 1.1.1 du présent arrêté. Des bornes sont placées en tous les points nécessaires pour déterminer le dit périmètre, et complétées si besoin de bornes de nivellement. Le procès-verbal de bornage est adressé à l'inspection des installations classées. Ces bornes facilement visibles et accessibles, doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
<b>Constats :</b>  Le jour du contrôle, l'inspection a vérifié et constaté la mise en place de bornes de délimitation le

long du site, sur une zone non-encore exploitée, au niveau de la zone sud de la phase d'exploitation quinquennale n°3.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Registres et plans

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2020, article 2.3.6
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Plans
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;</li> <li>• les bords de la fouille ;</li> <li>• les courbes de niveau ;</li> <li>• les cotes d'altitude des points significatifs (niveau du fond de fouille...) ;</li> <li>• les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ;</li> <li>• l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ;</li> <li>• les équipements intervenant dans la gestion des eaux sur le site (réseaux, bassins, séparateur d'hydrocarbures...) ;</li> <li>• les zones de stockage des déchets inertes et des terres non polluées provenant de l'activité d'extraction ;</li> <li>• les zones de stockage de déchets inertes issus d'apports extérieurs.</li> </ul> <p>Les surfaces des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités.</p> <p>Ce plan doit être réalisé, sur demande de l'inspection des installations classées, par un géomètre, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.</p> <p>Ce plan et ses annexes sont mis à jour au moins une fois par an et copie en est adressée à l'inspection des installations classées. Un exemplaire est conservé sur l'emprise de la carrière (ou au siège administratif de l'entreprise) et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le dernier plan topographique datant de septembre 2024.</p> <p>Ce plan n'est pas complet, il manque notamment une légende précisant la signification des symboles utilisés, la plateforme étanche avec son séparateur hydrocarbures...</p> <p>L'exploitant précise qu'il est toujours dans une phase de préparation à l'exploitation, qu'il n'a extrait qu'un faible volume et qu'à ce titre, il pensait ne pas avoir besoin de mettre à jour le plan topographique.</p> <p>La nature du gisement est différente des prévisions. Il est composé d'un important volume de stériles des précédentes périodes d'exploitations et comporte une épaisseur de découverte plus importante que prévue, ce qui ralentit son exploitation. De ce qui précède, l'exploitant est en</p>

retard sur les volumes extraits prévus par l'arrêté préfectoral.
Au delà de ces éléments, le plan n'est pas représentatif du site actuel (cf point de contrôle n°4).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit fournir un nouveau plan topographique à jour et s'assurer de la bonne altimétrie (cf point de contrôle n°4) sous un délai de 3 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2020, article 2.4.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Extraction
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitation de la carrière doit satisfaire aux conditions suivantes : L'extraction de matériaux est réalisée : <ul style="list-style-type: none"> <li>• au moyen d'engins mécaniques lourds (pelle hydraulique...) lorsque l'état de fracturation le permet sur la tranche supérieure (plaquettes) à sec ;</li> <li>• par tirs de mine pour les calcaires massifs sous-jacents ;</li> <li>• aucune extraction ne doit être réalisée au-dessous du niveau 355 NGF. Les gradins du front d'extraction, dont la hauteur est supérieure à 15 mètres, sont limités à deux fronts dont les caractéristiques sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• un front supérieur qui ne dépassera pas les 15 m ;</li> <li>• un front inférieur qui sera de maximum de 12 m.</li> </ul> </li> </ul> L'exploitation est menée suivant le principe de réaménagement de la carrière, avec des matériaux inertes extérieurs issus des chantiers du BTP afin de remblayer le site, avec une restitution à vocation forestière sur l'ensemble des terrains concernés.
<b>Constats :</b>  Le jour du contrôle, l'inspection a pu constater que ces prescriptions étaient respectées. L'extraction est pour le moment réalisée au moyen d'engins mécaniques et il n'y a qu'un front de taille qui ne dépasse pas 12 mètres. Au regard de la faible quantité extraite, aucun apport de matériaux inertes extérieurs n'a été nécessaire.  Toutefois, le plan topographique présenté pour le point de contrôle précédent (registres et plan), fait apparaître une incohérence pour laquelle l'exploitant doit apporter un éclaircissement. En effet, la prescription contrôlée ici, limite l'extraction au niveau 355 m NGF, le plan présenté par l'exploitant montre une cote mini à environ 411 mètres, ce qui pourrait laisser penser au respect de la prescription. Mais la cote naturelle du site est d'environ 365 mètres au point bas et 379 pour le point haut. Il y a donc une différence importante entre le plan présenté par l'exploitant et la réalité.

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit faire réaliser un nouveau plan topographique en s'assurant d'avoir les bonnes références altimétriques sous un délai de 3 mois à réception du présent rapport. Il devra également, dans le même délai, apporter une explication à cette erreur de relevé topographique.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Dossier ICPE**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2020, article 2.7.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Dossier</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le dossier de demande d'autorisation initiale, ainsi que les éventuels dossiers d'extension et de modification ;</li> <li>• le plan mentionné à l'article 2.3.6 du présent arrêté ;</li> <li>• les arrêtés préfectoraux et autres actes administratifs relatifs à l'exploitation ;</li> <li>• tous les documents, enregistrement, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données ;</li> </ul> <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant archive ses documents principalement sous format informatique et a été en mesure de présenter les éléments repris dans la prescription. Le plan topographique présenté doit toutefois être remis à jour.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Consommation d'eau**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2020, article 4.1.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consommation d'eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sur le site de la carrière, l'eau consommée ne proviendra pas du réseau de distribution communal. Aucun forage d'eau n'est réalisé sur le site.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site n'est pas alimenté par le réseau de distribution d'eau communal et aucun forage n'a été constaté sur site.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

**N° 7 : Traçabilité des apports de déchets et matériaux inertes extérieurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2020, article 11.1.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traçabilité apports extérieurs
<b>Prescription contrôlée :</b>  Chaque apport (chaque camion...) de matériaux extérieurs est accompagné d'un bordereau de suivi en double exemplaire qui indique : <ul style="list-style-type: none"><li>• sa provenance et le propriétaire d'origine,</li><li>• sa quantité exprimée en unité de masse,</li><li>• sa nature,</li><li>• les moyens de transports utilisés,</li><li>• le nom et l'adresse du transporteur,</li><li>• la date de son enlèvement de son lieu d'origine,</li><li>• la date d'arrivée à la carrière.</li></ul> Ce bordereau est complété par l'indication de l'endroit de l'enfouissement en référence au plan maillé ci-après défini. L'exploitant établira un plan maillé de son exploitation permettant de localiser les déversements de remblais. La taille des mailles est de 50 m * 50 m. Un exemplaire de ce plan est remis à l'inspection des installations classées. Des bornes ou d'autres indications sont mises en place sur le terrain permettant d'établir la correspondance avec le plan maillé. Ces données seront archivées dans deux classeurs ou registres strictement actualisés. Un classeur sera conservé sur le site, l'autre sera conservé dans un autre endroit. Le déversement direct des matériaux extérieurs dans la cavité est interdit. Ces matériaux sont préalablement à leur enfouissement, étalés et restent ainsi en place pendant 48 heures, de façon à ce que l'exploitant, l'inspection des installations classées ou les représentants des organismes publics en charge de la qualité des eaux puissent en vérifier la nature et la conformité au regard des bordereaux de suivi. <b>L'exploitant interdit tout remblai sauvage.</b>
<b>Constats :</b>  A la date du contrôle, aucun apport de matériaux inertes extérieur n'a été réalisé sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Garanties financières**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 18/06/2025, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Sous 15 jours</b> , l'exploitant respecte les dispositions de l'article 1.5.4 de l'arrêté préfectoral n°2018-0520 du 27 juillet 2020 en transmettant à Madame le préfet de Meurthe-et-Moselle le document attestant le renouvellement des garanties financières.



**Constats :**

L'exploitant avait transmis son attestation de garanties financières au mois de juillet 2025. Cette attestation couvre la période du 31 juillet 2025 au 27 juillet 2030. Le montant a été actualisé avec la formule définie par l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Comme noté dans les constats du point de contrôle n°3, l'exploitant semble en retard sur le plan de phasage de son arrêté préfectoral d'autorisation du fait de la faible extraction réalisée depuis l'ouverture de la carrière.

La formule de calcul des garanties financières prend en compte le plan de phasage.

**L'inspection encourage donc l'exploitant à s'assurer du respect de son plan de phasage. Dans l'hypothèse où il ne le serait pas, l'exploitant devra transmettre à la préfecture de la Meurthe-et-Moselle un dossier de porter à connaissances, tel que prévu par l'article L.181-14 du Code de l'environnement. Ce dossier intégrera a minima la modification de phasage nécessaire et la mise à jour des garanties financières correspondantes.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure